

- Dans "La Libre" de jeudi, le député MR Jacques Brotchi a vertement critiqué la politique du ministre Jean-Marc Nollet en matière de recherche scientifique.

- Nos chercheurs sont-ils mal aimés ? En tout cas, ils ne reçoivent pas l'appui financier qu'ils souhaitent.

- Interviews croisées.

La recherche scientifique est-elle mal aimée ?

Recto

C'est un des rares métiers où l'on décide soi-même ce sur quoi on veut chercher et donc où on s'investit totalement. On n'est pas prêt, et on ne l'a jamais été, à recevoir des injonctions sur la manière de redistribuer les moyens. Les gens n'aiment donc pas entendre M. Nollet rappeler sans cesse qu'il est le ministre de tutelle et qu'il faut faire ce qu'il dit.

Que pensez-vous des déclarations de Jacques Brotchi sur la politique du ministre Jean-Marc Nollet en matière de recherche scientifique ?

Il ose dire tout haut ce que beaucoup de gens pensent tout bas. Nous sommes confrontés dans l'habituelle grande sérénité de la recherche scientifique à des événements chaotiques. On nous annonce des choses et on prend des décisions où le responsable des fonds provenant de la fédération Wallonie-Bruxelles vers le FNRS (Fonds national de la recherche scientifique) tente d'influencer les choses, par exemple, vers une recherche plus appliquée. Cela peut se discuter, mais cela ne se décrète pas. Normalement, on donne des moyens à la recherche en lui faisant confiance parce que les chercheurs sont tout de même les mieux placés pour savoir sur quoi chercher et comment. Il y a donc, chez le ministre, une méconnaissance de la manière dont la recherche évolue. Et nous ne sommes pas habitués à recevoir des chiffres à la figure qu'il faut vérifier pour se rendre compte que ce n'est pas juste. C'est compliqué et cela fait un moment que cela dure.

Les choses se sont-elles dégradées récemment ?

Il y a eu un événement-choc qui était l'annonce d'un déménagement vers Charleroi du FNRS qui a été particulièrement mal reçu par la communauté scientifique. Elle est consciente de l'importance de chaque denier pour la qualité de la recherche et elle ne comprend pas qu'on puisse faire des dépenses inutiles et des déclarations aussi péremptoires par rapport à une institution qui est tout à fait autonome dans ses décisions. Cela a irrité énormément de monde.

Vous qualifieriez la politique du ministre Nollet d'interventionniste ?

Ce n'est pas de l'interventionnisme au sens soviétique, mais c'en est quand même au sens où nous n'avons jamais été habitués à un ministre qui dit "je vais vous dire ce qu'il faut faire". Cela n'est pas dans les mœurs et personne ne souhaite que cela le soit.



BERNARD RENTIER
Recteur de l'Université de Liège.

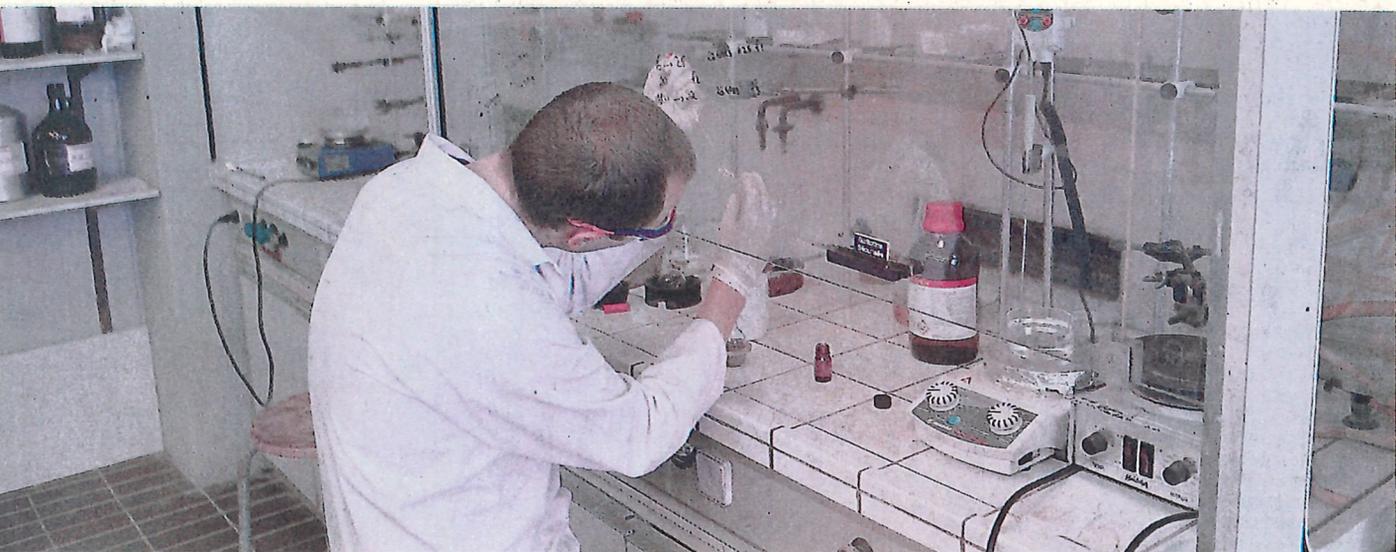
"La richesse de notre recherche scientifique, avec des moyens qui, comparés à ceux d'autres pays, sont très significativement inférieurs, est attestée. Les Belges publient beaucoup et ils ont toujours été les champions du système D parce qu'ils arrivent à vivre avec peu de moyens."

La richesse de notre recherche scientifique en Belgique, avec des moyens qui, comparés à ceux d'autres pays, sont très significativement inférieurs, est attestée. Les Belges publient beaucoup et ils ont toujours été les champions du système D parce qu'ils arrivent à vivre avec peu de moyens mais ils le font parce que c'est une passion. C'est un des rares métiers où l'on décide soi-même ce sur quoi on veut chercher et donc, où on s'investit totalement. On n'est pas prêt, et on ne l'a jamais été, à recevoir des injonctions sur la manière de redistribuer les moyens. Il y a un conseil d'administration qui est tout à fait compétent. Cela fait 85 ans qu'on trouve que le système du FNRS est un des meilleurs du monde parce qu'il est très différent de la France, par exemple, où vous avez des chercheurs dans le CNRS. Ici, ils travaillent dans les universités, et on fonctionne avec un système de subvention vers les universités et il n'y a jamais eu la moindre critique sur le mode de distribution qui est basé sur la qualité. On est en train de chambouler quelque chose à quoi tous les chercheurs font confiance. D'ailleurs, le FNRS a décidé tout seul de se réformer, ce qui n'a pas été facile. Mais, au final, chacun s'est rendu compte de l'intérêt de cette réforme. Les gens n'aiment donc pas entendre M. Nollet rappeler sans cesse qu'il est le ministre de tutelle et qu'il faut faire ce qu'il dit.

Plusieurs acteurs du secteur affirment qu'on assiste à une fuite des cerveaux. Confirmez-vous ?

Non, pas vraiment. Un certain nombre de chercheurs s'en vont, mais jusqu'aujourd'hui, on a toujours réussi à préserver une qualité de recherche qui fait que pas mal de chercheurs reviennent. Il n'y a donc pas d'hémorragie. Nous avons mis en place des systèmes qui permettent à des chercheurs de venir ou de revenir chez nous et dans des conditions qui ne sont pas mauvaises. Mais c'est évidemment lié à un minimum de financement.

Entretien : Jean-Paul Duchâteau



JEAN-LUC FLEMAIL

Verso

Les politiques font beaucoup d'efforts. Je leur fais confiance. Mais les marges de manœuvre qu'ils donnent à la recherche sont-elles suffisantes? Je crains par exemple qu'on sous-finance le FNRS au bénéfice d'autres structures qui n'ont pas encore fait leurs preuves. Il ne faut pas, sous l'effet d'une vision nouvelle, diminuer ce qui marche déjà bien maintenant.

Que pensez-vous de l'état de la recherche scientifique en Communauté française? Est-elle suffisamment soutenue par les autorités politiques?

Oui, elle l'est. Mais il y a toujours moyen de faire mieux. Notre recherche est bonne, mais elle pourrait être bien meilleure. Nos compatriotes flamands sont de très loin supérieurs à nous aujourd'hui. Et on doit rattraper ce retard.

Quelle en est la raison?

Les pouvoirs flamands octroient beaucoup plus d'argent à la recherche. Ils ont le FWO, qui est l'équivalent chez nous du FNRS, et son budget n'a fait qu'augmenter tout au long de ces dernières années. Ce qui n'est pas le cas au Sud. Et le problème ne vient pas du FNRS. Le choix des dossiers s'y est considérablement amélioré. Mais les subventions pour les projets sont sur une pente vertigineuse. Pour contrecarrer cette dépréciation récente, on augmente les postes en créant une nouvelle structure qui est ce nouveau fonds que M. Nollet a créé dont je ne sais pas encore du tout si cela va nous entraîner vers un mieux ou vers un moins bien. Je parlais de ce qui se passe en Flandre. Eh bien, ils ont créé un outil extraordinaire, un institut virtuel de biotechnologie. Et là-bas, grâce à cela, les chercheurs sont financés comme dans les grands centres mondiaux, et ils ont créé plein d'emplois de spin off autour des universités. Les pouvoirs politiques wallons, sous l'impulsion de M. Marcourt, avaient décidé il y a quelques années de créer l'équivalent en Wallonie. Mais les moyens qui lui sont accordés se font aux dépens du FNRS. On crée des emplois d'un côté, mais on en perd de l'autre.

Que pensez-vous précisément de la politique du ministre de tutelle, M. Nollet, depuis le début de la législature?

C'est sûr que les sciences sociales, dont provient M. Nollet, sont bien traitées, mais les défis restent majeurs pour les sciences de la vie et les sciences exactes, physique et chimie. Et pour le moment, rien n'indique que ce changement de gestion va être bénéfique pour ces dernières.



D.R.

CÉDRIC BLANPAIN

Professeur à l'ULB; Investigateur Welbio (Institut wallon virtuel de recherche d'excellence dans les domaines des sciences de la vie).

"Si le budget du FNRS devait être encore raboté, et qu'on limite le nombre de projets auxquels on peut postuler, il y aura péril en la demeure. Les gens iront là où il y a de l'argent. Le métier de chercheur est déjà difficile. Il ne faut pas qu'on ne sache jamais d'une année à l'autre si les financements vont être maintenus."

Pensez-vous qu'on assiste, en conséquence, à une fuite des cerveaux en communauté française?

Je crains que si on ne fait pas un effort pour soutenir la recherche, une partie de nos chercheurs iront en région flamande ou s'exporteront à l'étranger. Si, tout d'un coup, le budget du FNRS devait être encore raboté, et qu'on limite le nombre de projets auxquels on peut postuler, alors là, il y aura péril en la demeure. Les gens iront là où il y a de l'argent. Le métier de chercheur est déjà difficile. Il ne faut pas qu'il existe de l'insécurité, qu'on ne sache jamais d'une année à l'autre si les financements vont être maintenus.

Ce manque d'argent est-il dû aux circonstances économiques ou à un manque d'intérêt des responsables politiques?

Les politiques font beaucoup d'efforts. Je leur fais confiance. Mais les marges de manœuvre qu'ils donnent à la recherche sont-elles suffisantes? Je crains par exemple qu'on sous-finance le FNRS au bénéfice d'autres structures qui n'ont pas encore fait leurs preuves. Il ne faut pas, sous l'effet d'une vision nouvelle, diminuer ce qui marche déjà bien maintenant. Tout le monde dit que dans les périodes de crise, s'il existe une chose qu'il ne faut pas couper, c'est la recherche, qui est l'innovation de demain et d'après-demain. C'est de notre futur qu'il s'agit.

Entretien: J-P. Du.

► **Mise au point.** M. Pierre Titeux, responsable de la communication d'Inter-Environnement Wallonie, interviewé dans cette rubrique hier, nous demande de préciser "qu'au sujet du bilan de la catastrophe de Tchernobyl publié en 2010 par l'Académie de médecine de New York, 120 à 130 000 sont morts sur les 850 000 liquidateurs qui sont intervenus et on est à plus d'un million de personnes décédées d'un cancer imputable aux retombées radioactives de Tchernobyl."